



STELLANTIS CTCY

Lundi 19 mai 2025

Gaza, un génocide sous nos yeux

Depuis dimanche, l'armée israélienne mène de nouveau une invasion terrestre de grande ampleur dans la bande de Gaza, après des bombardements qui ont fait des centaines de morts. Invité le 16 mai à la télévision israélienne, Zvi Sukkot, député israélien suprémaciste d'extrême droite, a tranquillement déclaré : « Hier soir, près de 100 Gazaouis ont été tués. Et ça n'intéresse personne. Tout le monde s'est habitué à ce que l'on puisse tuer 100 Gazaouis en une nuit, en temps de guerre, et tout le monde s'en fiche. » Et deux membres du gouvernement, le ministre de la Sécurité intérieure et celui du Patrimoine, ont évoqué ouvertement la possibilité de bombarder les maigres réserves alimentaires de Gaza.

Partir ou mourir

Depuis le blocus total de l'aide humanitaire décrété début mars, puis la rupture de la trêve par Israël le 18 mars, les Gazaouis sont à nouveau écrasés sous les bombes et affamés. Rien n'entre à Gaza, ni nourriture, ni eau potable, ni médicaments. Ceux qui survivent aux bombardements sont en proie à la famine et n'arrivent plus à nourrir des enfants n'ayant plus que la peau sur les os. Les hôpitaux, les camps de réfugiés et les organisations humanitaires sont systématiquement bombardés.

Les deux millions d'habitants de cette étroite bande de 365 km² sont affaiblis et désorientés, renvoyés du Sud vers le Nord, puis du Nord vers le Sud, alors qu'aucune zone n'est sûre. On leur fait comprendre qu'ils n'ont que deux possibilités : partir de Gaza, ou mourir. Les autorités israéliennes ont en effet annoncé leur nouveau plan d'action militaire, la conquête, puis la destruction totale de la bande de Gaza.

Face à l'apologie de génocide, la complicité des grandes puissances

Alors que les dirigeants israéliens assument fièrement leur politique génocidaire, les puissances impérialistes continuent à apporter tout leur soutien à l'État d'Israël. Trump, après avoir lancé l'idée d'une prise de contrôle de la bande de Gaza par les États-Unis pour la reconstruire et en faire la « Riviera du Moyen-Orient » dont les Palestiniens seraient chassés, a laissé carte blanche au gouvernement israélien dans la privation totale d'aide humanitaire pour les civils. En tournée dans les pétromonarchies du Golfe, sa priorité du moment a été de récolter 3 500 milliards de dollars de contrats pour les entreprises américaines et de

nombreux cadeaux personnels.

Quant à Macron, interrogé lors de son show sur TF1 le 13 mai, il a estimé que ce serait aux historiens de décider s'il s'agissait ou non d'un génocide. Et si le gouvernement français en est complice, peut-on ajouter ! En attendant, la France continue à livrer des armes à Israël. Et le gouvernement français ne trouve rien de plus urgent que de préparer la dissolution d'Urgence Palestine, un des collectifs de soutien qui dénonce dans la rue le massacre des Palestiniens. Cette dissolution est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres. Tout un symbole.

Continuons à manifester contre le massacre en cours à Gaza !

Alors que plus de 53 000 personnes, dont près de 15 000 enfants, ont déjà été tués à Gaza, que les bombardements s'intensifient et que la famine exterminie les survivants, il faut continuer à manifester pour dénoncer ce génocide et exiger l'arrêt du soutien à l'État israélien. Le week-end dernier, triste anniversaire des 77 ans de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948, des manifestations ont eu lieu à travers le monde. À Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé ce samedi 17 mai. Aux Pays-Bas à La Haye, 100 000 manifestants se sont retrouvés. L'ONU comme la Cour pénale internationale affichent chaque jour l'impuissance de leurs condamnations. La solidarité des travailleurs et travailleuses du monde entier est la seule force internationale de soutien aux Palestiniens pour exiger l'arrêt des massacres et affirmer leur droit à la vie, sur la terre qui est la leur.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant : prends contact avec nos militants.

<https://npa-revolutionnaires.org/>

Y'a rien qui va

Lundi dernier les surfaces du CEMR étaient réduites à leur portion congrue : plus que la colonne A, les autres zones étant fermées par la direction. Dès le mercredi elle était contrainte de rouvrir une partie de la zone C en catastrophe tant le manque de places était criant. Une preuve de plus s'il en fallait que le déménagement du CEMR est une véritable gabegie et cet épisode nous donne une idée de la dégradation des conditions de travail, tant c'est la promiscuité et l'environnement bruyant qui attendent ceux qui déménagent au campus.

PSG = Poissy Saint-Germain ?

Voilà plusieurs mois que la direction déclare qu'il n'est pas prévu que l'usine de Poissy ferme dans les prochaines années. Malgré la mobilisation de salariés qui demandent des garanties, elle continue de nier, sans pour autant annoncer un nouveau véhicule.

Finalement c'est L'Equipe qui apporte un début de réponse pour la deuxième fois. Le 5 mai, le journal sportif révélait que la ville de Poissy jouait la finale contre Massy pour accueillir le futur « PSG Land » : un stade de 60 000 places, hôtels, boutiques etc... le tout sur le site de l'actuelle usine ! Les salariés de l'usine qui luttent ont bien raison d'exiger des réponses et des engagements pour leur avenir.

Il y a de l'or à aller chercher

Si les milliardaires qataris sont intéressés par le terrain de l'usine, c'est qu'il vaut de l'or : près de Paris, bien desservi par les actuels et futurs transports publics, et par 2 autoroutes. Stellantis ferait une juteuse opération immobilière au détriment de ses salariés, et ce ne serait pas la première fois.

L'« Yvelines Connection » vient refourguer sa cam

Des politiciens sont allés à l'usine pour dire leur volonté de défendre l'emploi... mais surtout pour s'occuper de leurs carrières. Parmi eux, un ami de Macron, le député Karl Olive, condamné à huit mois de prison avec sursis pour prise illégale d'intérêts, et Pierre Bédier, président du conseil départemental des Yvelines, qui a été condamné à 18 mois avec sursis pour recel d'abus de biens sociaux et corruption. Les salariés de l'usine n'ont rien à attendre de ce genre de personnages, seuls comptera leur mobilisation.

Mort pour le profit

Mardi 29 avril au matin, un chauffeur de « taxi » tchèque de 60 ans qui livrait des pièces à PSA Mulhouse s'est écroulé dans la zone de repos des chauffeurs. Il a été déclaré mort quelques minutes après malgré l'intervention des secours.

D'où était-il parti cette nuit-là ? Combien d'heures avait-il conduit ? On ne sait rien, ni sur sa vie, ni sur ses conditions de travail. Stellantis nie sa responsabilité.

Pourtant c'est bien Stellantis qui met en concurrence les sous-traitants pour écraser les salaires et les protections des travailleurs, comme elle détériore sans cesse nos conditions de travail. C'est le système qui veut ça ? Alors c'est un système à renverser.

John et Luca unis pour les profits...

Le président de Stellantis John Elkann et le directeur de Renault Luca de Meo, ont surmonté leur rivalité pour donner une interview commune au Figaro et réclamer... la même chose que d'habitude : moins de normes et plus d'aides publiques. Ils se moquent bien de la planète mais veulent nos impôts.

Deux jours après l'interview, les eurodéputés votaient le plan d'aide à l'industrie automobile, pour revoir le calcul des émissions de CO₂ et étaler les règles prévues pour 2025 jusqu'à 2027. Les prières des patrons sont toujours exaucées.

Pile on perds, face ils gagnent

La direction de Nissan vient d'annoncer dans la presse ses velléités de supprimer 20 000 emplois sur 130 000 et fermer 7 usines sur 17. Le PDG met en avant un déficit de 4,6 milliards de dollars mais occulte toutes les années où Nissan a été largement bénéficiaire et où les actionnaires s'en sont mis plein les poches. Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour la gestion des capitalistes.

ArcelorMittal : pour une résistance en acier trempé

Mardi 13 mai, plusieurs centaines d'ouvriers et soutiens se sont rassemblés à Saint-Denis au siège d'ArcelorMittal contre la suppression de 630 postes en France. Des délégations sont venues des sites de Dunkerque, Florange, Montataire (Oise), Le Creusot... Les ouvriers veulent l'arrêt des licenciements et la nationalisation de l'entreprise. Que cette dernière ait lieu ou non, seul un rapport de force national pourrait garantir les emplois.

Si tous les travailleurs en luttent de la sidérurgie, de la métallurgie et de toutes les entreprises en proie aux suppressions de postes prenaient contact en vue de se coordonner, ils pourraient faire plier patronat et gouvernement sur toutes leurs revendications !

Les marchands d'armes se portent de mieux en mieux

Depuis le 1er janvier, les 40 principales actions de la Bourse de Paris, ont progressé de 4,9 %, nettement plus que l'inflation... et que les salaires. Arrive en tête le groupe Thales, spécialisé dans les systèmes électroniques pour l'armement, dont l'action a bondi de... 77,6 %. Le second du classement, Dassault, s'est contenté d'une « modeste » hausse de 54,2 % sur un an. A cause des guerres en cours en Ukraine, au Moyen-Orient, ou ailleurs, la France continue d'être le second exportateur mondial d'armes derrière les États-Unis. Cocorico !

Ne pas jeter sur la voie publique.
Imp. Spé. NPA-Révolutionnaires